

IMMIGRATION
Intégration
Sans tabou
Une nouvelle
POLITIQUE POUR
LA FRANCE

André GERIN

Député communiste

Réflexions et propositions pour un débat éclairé

IMMIGRATION
Intégration
Sans tabou
Une nouvelle
POLITIQUE POUR
LA FRANCE

En tant que communiste et républicain, j'ai adopté un parti pris, celui de battre Sarkozy en 2012 pour enrayer les politiques de régression qui sont en œuvre.

Pour autant, se débarrasser du régime actuel est nécessaire, mais loin d'être suffisant.

Pour moi, la question centrale est de changer de société. Je reviendrai sur ma conférence de presse du 20 juin 2012 suite aux nombreuses réactions qu'elle a suscitées*.

L'appréciation des agences de notation est devenue la boussole des gouvernements de l'Union européenne. Pour les peuples et pour les français, les trois A ont une signification claire : **Austérité, Austérité, Austérité !** Cela vaut bien évidemment pour la politique de Sarkozy, Fillon et de l'UMP. Les mesures annoncées en cette rentrée en témoignent.

Tous les indicateurs confirment qu'il faut changer de société pour rompre avec ses politiques, avec le capitalisme prédateur, avec la dictature des marchés, qui piétinent l'intérêt général et plombe toute espérance de reprise, de développement économique et sociale.

IL FAUT REDONNER SES COULEURS A LA FRANCE

Il est nécessaire de :

- Renouer avec le meilleur de notre histoire, restaurer le rayonnement et la grandeur de la France,
- Maintenir les moyens de l'État pour le bien-être du pays et des citoyens,
- Œuvrer à la relocalisation industrielle,
- Tout faire pour « produire en France » à l'image de la bataille exemplaire actuellement menée par les salariés de l'usine Veninoy,
- Redéfinir les conditions d'une redistribution sociale des richesses,
- Considérer comme priorité des priorités l'éducation nationale.

Nous devons défendre bec et ongles ce qui fonde le socle républicain, avec la volonté d'aborder tous les sujets sans exclusive, quels qu'en soient les risques idéologiques et politiques.

Aujourd'hui la France est en danger. Les gouvernements, qui se sont succédé, ont accepté de se soumettre à la logique du capital et de la finance, volontairement ou par renoncement. Nous le voyons avec cette droite, qui organise, sans état d'âme, une remise en cause des acquis du Conseil national de la Résistance et des valeurs de la République.

Interrogeons-nous sur ce qui s'est passé depuis 40 ans, avec pour aboutissement les seuls intérêts du capital pour critères des politiques mises en œuvre. Les dégâts sont bel et bien là et le réveil des peuples va s'annoncer douloureux.

Pendant les 40 années qui viennent de s'écouler, le constat est sans appel : la gauche, jadis porteuse d'espoirs, s'est ralliée à cette logique. Elle en a oublié le peuple et la souveraineté populaire. La question sociale a été traitée à la marge comme simple correctrice des dégâts causés et la souveraineté nationale a été ringardisée.

Le résultat en est l'errance ou la désertion électorale et citoyenne et la renaissance de l'extrême droite historiquement nourrie des crises.

Dès lors, la lutte contre elle s'est opérée en donneuse de leçon et de morale. Le FN a servi de punching-ball, contribuant ainsi à le mettre au centre du débat politique, et ce, depuis 1984.

La lutte antiraciste, sous le drapeau black blanc beur, a été menée de telle façon qu'elle a fait son lit. Elle a réintégré de fait les notions d'ethnie et de race. Elle a surtout enfermé le débat dans un choix erroné face au nationalisme xénophobe et chauvin, qui a abouti à l'électrochoc de 2002.

Je crois faire partie des responsables politiques autorisés à parler du combat culturel et politique pour faire reculer le Front national. Depuis 1995, sans faillir, j'ai engagé ce combat en prenant conscience de la souffrance du peuple de France, des grandes préoccupations abandonnées par la gauche, tout ce qui a fait le fond de commerce du Front national.

La droite préfère laisser prospérer les luttes ethnico-religieuses en prônant la laïcité positive masquant ainsi les vraies causes de la crise et servant le gotha des ogres de la finance.

Il nous faut préférer la lutte des classes avec le peuple, français-immigrés même combat, pour en finir avec les ghettos de la misère. Ce sont 8,2 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, un nombre en progression comme vient de le montrer l'INSEE.

LA GHETTOÏSATION NE CESSE DE S'AGGRAVER

C'est ce que nous pouvons, tous les jours, constater, avec, en toile de fond, la stigmatisation des pauvres et des immigrés : « ségrégation urbaine, discrimination raciale, chômage exponentiel, paupérisation de masse ». A la vérité, le silence des quartiers devrait nous alarmer.

Or, à gauche, tout se passe comme si tout allait pour le mieux. Il suffirait d'apporter des réponses sans qu'on nous dise lesquelles pour changer la ville. C'est une folie.

Quels ont été les enseignements tirés après les émeutes de 2005 ? Le piège risque de se refermer sur ces quartiers dans lesquels l'abstention populaire atteint des niveaux records. Trop de responsables politiques considèrent ces secteurs comme non-rentables d'un point de vue électoral.

La mise en marge de millions de familles populaires est considérée comme acquise sans mesurer la bombe à retardement que cette situation constitue. Les banlieues sont un enjeu central pour l'avenir de la France. Elles sont un concentré des problèmes. Elles symbolisent le doute des français, leur désarroi, leur sentiment d'être abandonnés. Et la perspective des élections présidentielles de 2012 n'arrange rien.

En mai 2010, avec 50 maires de France, j'ai signé la « Lettre à ceux qui ignorent les banlieues ». Elle posait la question suivante : « faudra-t-il de nouvelles émeutes pour qu'on s'intéresse à nos villes ? »

De ce point de vue, ce qui vient de se dérouler dans plusieurs villes du Royaume Uni prouve l'actualité des questions posées, a fortiori dans un pays où, au nom de la liberté, le communautarisme s'est installé.

Ainsi trois grands sujets questionnent la société française :

- La jeunesse
- L'immigration
- L'Islam

Pourquoi se le cacher sous peine de provoquer l'effet boomerang ? Ce divorce avec le peuple s'est de plus en plus aggravé. Nous n'avons pas le droit de laisser dériver une petite fraction des territoires et une partie de la jeunesse.

APARTHEID SOCIAL ET ETHNIQUE

Sur fond de paupérisation économique, sociale et culturelle, c'est bien l'apartheid social et ethnique qui s'installe. Une part importante d'immigrés et de leurs descendants vivent là où se cumulent toutes les difficultés. Un grand nombre d'entre eux sont l'objet de pratiques discriminatoires. Le nombre, les conditions de vie des étrangers en situation irrégulière, la manière dont l'immigration est traitée sont indignes du XXI^{ème} siècle.

Les mafias s'épanouissent dans son terreau de prédilection : les trafiquants de drogue, le communautarisme et l'intégrisme. Ce sont eux qui utilisent l'Islam à des fins politiques contre la République.

Tout cela nourrit l'expression d'une haine contre les valeurs du monde occidental. Il faut se rappeler l'affaire de l'Imam Bouziane en 2004. Je le dis sans ambages : **Allons-nous encore longtemps fermer les yeux et répéter ce qui est devenu un dogme « l'immigration est une chance pour la France » ?**

Non, l'immigration, dans ces conditions, n'est pas une chance pour la France et la France n'est pas non plus une chance pour les immigrés. Au nom de l'ouverture, de la libre circulation et des droits de l'homme, ce sont des mensonges que l'on profère à ces peuples d'Afrique que le monde capitaliste laisse crever dans des mouiroirs. De temps en temps, il verse des larmes de crocodile, comme il vient de le faire pour l'Ethiopie et la Somalie.

Qu'est-ce que c'est que cette France bien pensante, qui préserve sa tranquillité et sa bonne conscience, en ghettoïsant des migrants et leurs descendants dans les villes les plus populaires à l'intérieur desquelles sont concentrées les familles les plus pauvres ? Il s'agit d'un apartheid français, social et ethnique. Cet apartheid, les émeutes de 2005 l'ont fait éclater au grand jour. Dans ces quartiers et dans ces villes, les minorités visibles sont devenues des majorités, qui concentrent un niveau de misère endémique au-delà du supportable.

L'ILLUSION HYPOCRITE D'UN MONDE SANS FRONTIERE, SANS NATION

Nous assistons au triomphe de l'hypocrisie. Les élites, aveugles sur les réalités de la société française des années 1990 et 2000, entretiennent la croyance d'un monde sans frontières, mais qui débouche sur une fracture qui ne cesse de s'amplifier consacrant un divorce entre elles et la nation.

Les dirigeants européens ignorent totalement les effets néfastes pour les pays pauvres de la fuite des cerveaux, ce que l'on appelle « l'immigration choisie ». Les pays du nord n'ont aucun scrupule. La migration encensée par les élus du monde occidental est bien la preuve que nous détenons là une des causes essentielles de la misère et de la détresse de ces peuples.

Ces stratégies sont mises en place à l'échelle de la planète **(il faut lever les barrières permettant la mobilité et le développement humain)** puisque, selon le rapport mondial sur le développement humain en 2009, tout est concentré au service du capitalisme occidental et quel qu'en soit le prix pour ces pays et ces peuples, **car les nations ne comptent plus.**

La même orientation est poursuivie au niveau européen, puisqu'il faut répondre à la loi du marché pour **assurer la prospérité de l'Europe selon le livre vert de 2005 en fonction du marché libre et non faussé.**

Dans le rapport de Gilles Saint-Paul (immigration, qualification et marché du travail : Documentation française), **c'est bien la confirmation que le vainqueur de l'immigration, en France et en Europe, est le capital au détriment du travail,** car l'immigration sert de variable d'ajustement et permet l'accélération du processus de déréglementation du droit du travail et la généralisation de la précarité.

Jeunesse, immigration, Islam : il n'y a plus de place pour la dérobade, l'inaction, la politique de l'autruche et je refuse la dictature des bons sentiments.

En contestant le principe de l'ouverture illimitée des frontières, je ferais acte de complicité avec le FN, je serais victime de la lepénisation des esprits, je serais dans le camp des xénophobes et des racistes.

J'affirme que la crise des cités résulte avant tout de l'échec absolu de la politique de l'immigration et de l'intégration, qui a provoqué un désordre immense au cours des 30 dernières années. Si rien n'est fait, le pire est devant nous.

LA LOGIQUE D'UN CAPITALISME PRÉDATEUR

Après les émeutes de 2005 et plus près de nous, Grenoble, juillet 2010, et Marseille : **la logique du capitalisme prédateur favorise la géopolitique des drogues, les dérives mafieuses et intégristes.** Comment expliquer que nous laissons des territoires entiers sous la coupe réglée des trafiquants de drogue, sans faire la guerre aux cols blancs qui animent le trafic et aux États corrompus ? Le face à face dérisoire de lundi à Marseille entre Claude Guéant et Martine Aubry n'est pas à la mesure des défis. Evidemment, il manque des postes de policiers, mais c'est toute une politique qui est en cause de déchirement du tissu économique et du lien social.

Comme je l'ai exposé lors de la mission sur le voile intégral, des gourous intégristes utilisent le terreau de la crise pour enrôler une partie des enfants de l'immigration. Ils entretiennent un climat idéologique dangereux, anti-France, anti-Blanc avec comme projet politique la soumission de la femme aboutissant à un grave et inacceptable recul de civilisation.

En abordant les questions de l'immigration et de l'intégration, je suis favorable à la restitution de son âme à la France, ainsi que de sa fierté et de sa dignité pour une véritable politique de l'immigration, en refusant de faire de l'immigré un bouc émissaire.

Ceux qui sont engagés dans les cités ont compris que ce n'est pas le modèle d'intégration qui a échoué mais sa non-application depuis plus de 30 ans, car les politiques de la ville ont traité les grandes questions à la marge.

LA NÉCESSITE D'UN DÉBAT NATIONAL ÉCLAIRÉ

Une nouvelle politique de l'immigration et de l'intégration est nécessaire. Il est temps d'ouvrir un débat éclairé sur ces questions.

Nous avons un bras de fer, une lutte sans merci à mener contre les communautarismes, expressions des ravages du capitalisme. Car, **pour changer la vie, il faut changer la société, redonner ses couleurs à la France.** Dans un débat républicain, il est nécessaire d'apporter des réponses essentielles pour les décennies à venir.

- Pourquoi et pour qui continuer l'immigration économique ?
- Devons-nous accepter toute l'immigration régulière ? En avons-nous les moyens ? Et surtout, dans quelles conditions décentes accueillir ces immigrés ? Quel avenir leur offrir ?
- Pourquoi l'immigration choisie ? Ne s'agit-il pas, à la vérité, d'un tri sélectif pour piller les cadres des pays concernés ?
- Pourquoi le patronat applaudit-il à l'immigration économique et réclame-t-il davantage d'immigration saisonnière exploitable et jetable ?
- Pouvons-nous accepter de régulariser tous les sans-papiers ? A quel prix ? Avons-nous le droit de créer des illusions meurtrières auprès de millions de jeunes dans ces pays concernés ?
- Voulons-nous combattre les filières criminelles, dans lesquelles une partie de la jeunesse des pays pauvres, poussée par la détresse, trompée par les trafiquants, s'abandonne à l'illusion de l'émigration à tout prix pour accéder à « l'Eldorado » ?

Arrêtons de faire de l'immigration un clivage franco-français, à travers lequel ces hommes et ces femmes sont pris en otage d'un débat politique et fratricide. C'est le jackpot de l'extrême droite.

Bien évidemment, nous devons parler avec précision de toutes les questions qui se posent autour de l'immigration.

- Le droit d'asile
- Le droit du sol
- Les réfugiés politiques
- L'immigration familiale
- Les étudiants étrangers

A ce jour, dans la confusion politique qui règne, il est indispensable d'avoir des évaluations, pour que chacun puisse se faire son opinion, pour des débats publics et politiques, objectifs et dépassionnés, sous l'égide d'un travail pluraliste à l'Assemblée nationale notamment.

UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'IMMIGRATION

En aucune manière nous devons laisser cette question à l'UMP, à Nicolas Sarkozy et à Marine Le Pen. Une nouvelle politique de l'immigration est nécessaire, en particulier une immigration temporaire évaluée et convenue dans l'intérêt mutuel des pays concernés, et une politique de l'intégration à reconsidérer complètement. Il est donc indispensable de mettre fin aux politiques de chômage organisées depuis les années 1970. Nous pouvons avoir le droit, en tant qu'individu, à migrer pour des raisons professionnelles de façon temporaire, sous réserve de l'accord de l'État d'accueil et dans la perspective d'un retour au pays.

Ni forteresse, ni barricade, l'immigration est un défi à relever. C'est un choix de société. **Que faisons-nous des demandeurs d'emploi dans les cités, quand le taux de chômage s'élève à 40 ou 50 % ?** Je ne vois pas en quoi il nous serait reproché de donner la primeur du retour à l'emploi à ces exclus du travail. Il faut savoir ce que nous voulons. C'est une question majeure pour la cohésion nationale car des mesures sociales sont indispensables : redonner la priorité à la politique de l'enfance, de la natalité, permettre aux femmes de concilier vie privée et un vrai travail professionnel qualifié.

La priorité doit être donnée au codéveloppement pour la France et l'Europe. L'impératif du droit alimentaire, l'annulation de la dette, le commerce équitable avec l'instauration d'un renouveau du dialogue nord-sud, comme cela s'est exprimé à travers le printemps arabe. Je propose que la France construise des centres d'accueil et d'hospitalité pour recevoir dignement des réfugiés de façon temporaire et bannir, une fois pour toute, le développement des taudis et des bidonvilles. Ces exigences sont nécessaires pour anticiper, pour les années à venir, les situations de famine et les émeutes de la faim, en se plaçant dans un nouvel ordre économique mondial basé sur la coopération et la coproduction. Il faut traiter ces problèmes fondamentaux dans une logique de biens communs à toute l'Humanité : la faim, la misère, les migrations, la dégradation écologique, la multiplication des armes de destruction massive, la géopolitique des drogues et le déferlement des haines idéologiques et religieuses.

Il faut supprimer les centres de transit, car il faut arrêter de traiter les êtres humains moins bien que des chiens. La remise en cause les lois liberticides est un préalable, en particulier les lois Pasqua/Debré. Ne laissons aucun espace politique au FN car la force du nationalisme lepénisé est entretenue par le déni national. La droite a abandonné la nation, le PS a abandonné la République, convertis les uns et les autres à l'économie financiarisée, à la mondialisation ravageuse du capitalisme.

PROMOUVOIR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

RENOUER AVEC NOS TRADITIONS HUMANISTES

Nous devons être fiers d'être français pour les valeurs que nous portons. En les cultivant, nous avons les moyens d'arracher aux nationalistes et aux xénophobes leurs raisons de prospérer. Nous devons combattre le fantasme lepéniste et promouvoir l'identité française, les valeurs républicaines et les faire partager.

Il nous faut renouer avec les traditions humanistes, et internationalistes et prendre ce qu'il y a de meilleur dans l'histoire des peuples et des civilisations.

Dans ce « rendez-vous du donner et du recevoir », que demandait Léopold Sedar Senghor afin de nous orienter vers une civilisation universelle, riche des apports de tous, nous puisons dans l'esprit des valeurs et des idéaux du socialisme et du communisme.

** Pour prendre connaissance de ma conférence de presse du 20 juin 2011, suivre le lien : http://www.blogandregerin.fr/2011_06/110620_i.pdf*

NB : Il est possible de se reporter au texte « Front national, nos renoncement l'ont fait roi » publié le 10 mars 2011, également accessible à l'adresse suivante : http://www.blogandregerin.fr/2011_03/110310_i.pdf

Permanence Parlementaire : Sylviane PLAT
Téléphone/Fax : 04.78.67.16.99 –
Port : 06.82.27.65.96
27 rue Francis de Pressensé
69190 Saint-Fons

Assemblée Nationale : Jacques DESMOULIN
Téléphone : Tel : 01.40.63.69.70 – Port :
06.87.45.60.26
Fax : 01.40.63.49.40
126 rue de l'Université
75355 Paris Cedex 07 SP

Blog André Gerin : <http://www.blogandregerin.fr> Boîte mail : depute.andregerin@gmail.com